

André VIDRICAIRE

Professeur de philosophie, UQAM

(1977)

“L’UQÀM
et son image publique.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

André Vidricaire

“*L’UQÀM et son image publique.*”

In ouvrage sous la direction d’André Vidricaire, **Le syndicalisme universitaire et l’État**. Un collectif d’universitaires, pp. 169-176.
Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1977, 208 pp.



Courriel : André Vidricaire : vidricaire.andre@uqam.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 7 mai 2021 à Chicoutimi, Québec.



André VIDRICAIRE

Professeur de philosophie, UQAM

“L'UQÀM et son image publique.”



In ouvrage sous la direction d'André Vidricaire, **Le syndicalisme universitaire et l'État**. Un collectif d'universitaires, pp. 169-176. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1977, 208 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[169]

Troisième partie
Un cas : l'UQÀM

Chapitre 3

“L'UQÀM et son image publique.”

André VIDRICAIRE
Département de Philosophie
Université du Québec à Montréal

L'image publique de l'UQAM n'est pas très bonne. En effet, quel que soit l'événement qui survient dans cette université (ouverture d'un programme, engagement d'un chargé de cours, invitation d'un professeur étranger, signature d'une convention collective, frais de scolarité des étudiants, etc.), il donne à penser que cette institution est le lieu de « crises successives », de « contestations constantes » de « luttes » ou de « tests ». Comme l'événement particulier représente la crise, la contestation et/ou la lutte, au lieu d'analyser les enjeux de cet événement, on établit par diverses interprétations les causes ou les effets de cette crise et on y va de sa solution. Pour illustrer ce schéma, il suffit de se référer, dans le cadre de la dernière grève de l'UQAM, aux prises de position du Conseil du Patronat (Telbec, 18 octobre 76), de la Chambre de Commerce de Montréal (lettre de M.E. Charbonneau à M. Després, octobre 76) et enfin à celle de M.J.G. Dubuc, éditorialiste à *La Presse* (20 novembre 76). Ce dernier soutient qu'« une clique de révolutionnaires » du SPUQ (la cause), habillés aux couleurs du « nationalisme poétique », « utilisent les processus démocratiques » pour « pénaliser une partie de la population universitaire du Québec » et pour imposer leur force à l'ensemble des professeurs et aux étudiants

de l'université (les effets). Il suggère à M. Lévesque d'éviter ce jeu de masques et à l'administration de réviser la structure de participation établie en 1970 (les solutions). On croira peut-être que cet exemple est caricatural. À mon avis, il est certain qu'on peut trouver ce même schéma interprétatif chez des professeurs et des étudiants de l'UQAM, quand ils évaluent les actions des administrateurs. Mon propos ne porte pas sur la vérité des contenus interprétés mais bien sur le fait qu'existe présentement — et sans doute aussi depuis la naissance de l'UQAM — un tel [170] schéma interprétatif dont les articulations pourraient se résumer de la façon suivante :

Événements =	Images	Interprétations	
		causes	effets solutions
Grèves	Lutte/test Crise Contestation		Non-Crédibilité de l'UQAM

Ma thèse est simple : en indentifiant l'événement à l'image, l'événement est occulté et toute l'interprétation s'appuie sur cette image et sur des critères externes aux faits. Selon moi, ce schéma s'applique présentement à l'UQAM du fait que, pour plusieurs, ces crises, ces contestations et/ou ces luttes ternissent la réputation, c.à.d. la crédibilité de l'institution. Notons au passage que si cette image se cristallisait, n'importe quel événement risquerait d'apparaître comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase et pourrait conduire des agents sociaux à exiger, par exaspération ou autrement, que l'ordre soit définitivement rétabli. Il ne s'agit pas de dramatiser mais de rappeler que des agents de certains milieux parlent de retirer leur confiance en l'UQAM sur la base de son image publique et de l'interprétation qui y est accolée, à savoir sa non-crédibilité.

Pour contrer l'idée que j'exagère, il suffirait enfin que l'on écoute à nouveau les émissions Présent Métropolitain (Radio-Canada) du 23 novembre et du 13 décembre 1976. La première interview débute par la question suivante :

Ça ne fonctionne pratiquement jamais à l'UQAM. À chaque année, il y a au moins une crise et parfois plusieurs. Il y a aussi ce qu'on peut appeler un climat d'affrontement qui est assez permanent. Comment expliquez-vous ces troubles perpétuels au campus de Montréal ?

Le 13 décembre, Radio-Canada demande à nouveau (ici, je résume librement) : « étant donné le fait que l'UQAM aura connu deux grèves successives (celle des employés de soutien au printemps 76 et celle des enseignants à l'hiver 76), ne pensez-vous pas que la réputation de l'UQAM soit fortement ternie et que le marché du travail préférera reporter son choix sur un gradué d'une autre université plutôt que sur celui de l'UQAM ? » Nous le voyons : dans un cas, il s'agit de trouver les causes de la crise, du climat d'affrontement et des troubles perpétuels ; dans le deuxième, d'évaluer la portée (les effets) des grèves nombreuses et rapprochées dans le temps et de la mauvaise réputation de l'institution. Nous ne sortons pas du cercle de l'interprétation. Mieux, nous restons enfermés définitivement dans l'image, comme si elle n'était que la copie parfaite [171] des événements qui font l'UQAM. Vaut-il absolument la peine de rappeler et de répéter qu'en plus des grèves, l'UQAM est aussi définie par ses recherches, ses publications et aussi par ses programmes en écologie, en enfance inadaptée, en relations humaines, en communications, en arts, etc. Tout cela est aussi conçu et réalisé par les enseignants avec la participation et l'appui des étudiants et de l'administration. Néanmoins, comme un leitmotiv, voire une rengaine, l'UQAM porte l'habit de la contestation, de la crise, de la lutte idéologico-politique. En conséquence, même les enseignements sont marqués du signe que l'on connaît. Il n'aura fallu que six années pour fixer définitivement le contenu de la réclame de l'UQAM ! Un peu comme en politique, il suffit de considérer la couleur pour déterminer le parti. À Paris, les universités de Vincennes et de Nanterre, du moins dans les années 68-70, ont vécu elles aussi sur une image toute faite. C'est le cas, me semble-t-il, de l'UQAM. Cette situation n'est pas très grave. Elle est même normale. Ce sont les interprétations, encore une fois, de cette image qui sont redoutables ; c'est le schéma de pensée interprétatif qui prend l'image publique pour la réalité, pour ensuite expliquer, prévoir et suggérer qui me terrifient.

Et pour cause ? Ce schéma a souvent pour effet de fausser l'image publique et conséquemment les faits qui la constituent.

Expliquons-nous. L'image publique d'une institution sociale est toujours la résultante, d'une part, des faits et gestes de ses principaux agents et des valeurs qui les sous-tendaient, et d'autre part, des attentes d'un milieu. En somme, deux protagonistes participent à l'élaboration de l'image d'une institution : les principaux agents et une population. Il peut arriver, cependant, que l'institution cesse d'œuvrer dans un champ précis et conserve pendant quelques temps la même image. Pensons à notre vision de l'Église canadienne ou encore aux écoles d'enseignement privé. Pour certaines personnes, même si l'éducation a changé, l'enseignement privé reste un critère d'excellence, sans doute parce qu'elles croient que les valeurs d'antan perdurent sous des modalités différentes. Que ce fait soit confirmé ou non, la confiance ou l'adhésion de ces personnes indique que la crédibilité d'une institution repose sur une relation. Enfin, cette relation nous montre que l'image n'est qu'une approximation au lieu d'être une copie exacte.

L'Université, comme institution sociale, a ce type d'image publique. Nous avons assez traité de celle de l'UQAM pour confirmer ce fait. Néanmoins, pour se sortir du schéma interprétatif, rappelons qu'en 69-70 l'Université du Québec et tout particulièrement l'UQAM sont nées sous le signe de la différence. M. Riverin, le premier président, précisait que cette université est moins une « nouvelle institution » qu'une « institution nouvelle »¹. Au-delà d'un simple jeu de mots, cette formule signifiait qu'à partir des idées d'autonomie et de participation aux niveaux organisationnel, administratif et académique, au lieu que les constituantes soient un simple instrument de réalisation des objectifs et des priorités du Siège social de l'Université du Québec, ce serait ce même Siège [172] social qui devienne l'instrument de concertation et de coordination des initiatives des constituantes². Or, durant ces six années, il n'est pas exagéré de dire qu'une majorité d'enseignants et d'étudiants de l'UQAM ont accepté et défendu ces règles. Aussi nouveau et différent que cela soit, quand il s'est agi des orientations à

¹ S. Lamarche, *L'Université du Québec*, Lidec, Mtl, 1969. Voir la préface de M. Riverin.

² Interview de M. Léo Dorais à *Présent Métropolitain* (Radio-Canada) du 23 novembre 1976.

donner à un programme de baccalauréat par exemple, il fallait (et il faut encore) tenir compte non seulement des ressources et de l'état du savoir dans ce domaine, mais encore des parties en présence et donc des demandes ponctuelles du milieu. Cette présence effective de professeurs, d'étudiants et de représentants du milieu socio-économique dans la prise de décision a parfois été le théâtre de problèmes pénibles. Les média d'information les ont communiqués. De son côté, l'université a dû trouver divers mécanismes internes (enquête, tutelle, gel de programme, etc.), tandis que les syndicats (SEUQAM, SPUQ) et l'AGEUQAM ont utilisé divers moyens légaux pour défendre leur point de vue.

Ce sont sans aucun doute ces idées et ces faits qui ont contribué à la constitution de l'image publique de l'UQAM, même si elle n'en est pas le reflet fidèle. Quoiqu'il en soit, comme cette université s'est édifiée sous le signe de la participation et de l'autonomie dans des secteurs aussi névralgiques que les programmes et les recherches, l'évaluation des enseignants, etc., il est certain que cette image a pour référence ces éléments fondamentaux. De plus, comme cette même institution se voulait différente des universités de Montréal et de Laval, son image publique ne pouvait et ne peut pas encore s'identifier à celle de ces institutions.

Avec un tel contexte, l'UQAM se trouvait dans l'impossibilité d'obtenir spontanément l'adhésion inconditionnelle d'une population. Cette dernière, qui recouvre tout observateur extérieur à une institution, comparait plutôt son idée de l'Université avec celle projetée par l'UQAM. Il lui suffisait par exemple, de considérer les objectifs d'un programme — en Service social ou autre —, les conditions d'admission, l'encadrement pédagogique, les étudiants et les enseignants qui s'y impliquent pour constater que l'UQAM se présentait comme un projet global de changement. Une telle prise de position ne pouvait pas et ne peut pas encore la rallier spontanément.

Cette attitude se retrouve à propos du Parti Québécois désormais au pouvoir. Incarnant une image différente, plusieurs sont dans l'expectative : « Attendons, voir ! On ne sait jamais ». D'autres sont déjà critiques, parce qu'ils « savent » que ce parti poursuit des solutions qui ne vont pas dans le sens de ce qu'ils veulent. Bref, là comme ailleurs nous nous trouvons devant une variété d'attitudes.

Ce n'est pas tout. Si par hasard, comme c'est le cas à l'UQAM, l'évolution d'une institution peu accréditée socialement est secouée par diverses [173] difficultés, on peut prévoir que son image publique en conservera des traces. Nul n'ignore, pourtant, qu'une organisation sociale porte en elle des luttes, des conflits et des problèmes de toute sorte. Néanmoins, tout se passe comme si, quand la confiance est établie, on a tendance à les minimiser ; dans le cas contraire, à les monter en épingle.

Notre définition de l'image se confirme. Nous avons d'un côté des agents qui par leurs actions et leurs idées produisent une image publique de l'institution qui peut être conforme ou non à ce qui est attendu. De l'autre, une population qui, par ses attentes, adhère ou non à cette institution pour la confirmer ou la nier. Or, en parlant d'adhésion ou de confiance, nous rejoignons l'idée de crédibilité qui signifie dans tous les dictionnaires courants « raison qui détermine la croyance ». Qu'est-ce à dire ? Si quelqu'un soutient que la crédibilité de l'UQAM est à la baisse, il peut simplement nous signaler — ici je reprends les propos du Conseil du Patronat — qu'à cause de l'idéologie, des contestations constantes et des nombreux conflits de travail, il ne fera plus confiance en cette institution. Tout s'éclaire différemment. Dans un premier temps, nous avons l'impression que la responsabilité d'une crédibilité (ou d'une réputation) n'appartenait qu'à l'UQAM. Maintenant, nous voyons que selon l'orientation donnée à cette université et les difficultés qui la traversent, c'est plutôt l'observateur extérieur qui par son adhésion ou non fonde sa crédibilité.

Nous pouvons dès lors être plus critique vis à vis tout ultimatum au sujet de la mauvaise réputation de l'UQAM, en vérifiant si les raisons de cette incroyance s'appuient sur une interprétation d'une image toute faite ou sur les référents de cette même image. Dans le premier cas, nous l'avons indiqué au début, il s'agit d'un diagnostic la plupart du temps erroné. Il est donc inutile d'intervenir sur le contenu pour tenter de modifier une attitude. Il suffit de dénoncer les ravages de cette forme de pensée. Dans le deuxième cas par ailleurs, il revient aux agents de l'institution d'évaluer si leur projet conforme ou non à certaines images plus familières doit être poursuivi au risque de perdre temporairement ou définitivement une certaine partie de la population qui a aussi ses propres intérêts. Ce faisant, ils sauront que l'image publique, bonne ou mauvaise, signifie aussi un rapport avec des gens qui adhèrent ou non

à ce qu'ils font et poursuivent dans cette société. Est-il nécessaire d'ajouter qu'actuellement, nous connaissons des gens qui ont parié sur cette université et d'autres, non. Dans les deux cas, nous voyons mieux le lieu de leurs divergences... Le reste appartient à l'histoire.

[174]

Fin du texte